

De Porto Rotondo à Wolfeboro. Vertus et faux-semblants de la comparaison Sarkozy-Berlusconi

Bruno Cousin, Tommaso Vitale

► **To cite this version:**

Bruno Cousin, Tommaso Vitale. De Porto Rotondo à Wolfeboro. Vertus et faux-semblants de la comparaison Sarkozy-Berlusconi. *Mouvements: des idées et des luttes*, La découverte, 2007, pp.105-113. hal-01021876

HAL Id: hal-01021876

<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-01021876>

Submitted on 9 Jul 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Cousin, Bruno e Vitale, Tommaso (2007) 'De Porto Rotondo à Wolfeboro. Vertus et faux-semblants de la comparaison Sarkozy-Berlusconi', *Mouvements* 52, pp. 105-113.

De Porto Rotondo à Wolfeboro

Vertus et faux-semblants de la comparaison Sarkozy-Berlusconi

Différents par leurs parcours et par les contextes nationaux dans lesquels ils évoluent, le nouveau président français et l'ancien président italien ont pourtant en commun des stratégies de légitimation similaires, passant par un usage protéiforme des médias et des liens privilégiés avec le capital économique. Pendant que l'un règne sur les étés de la Côte d'Émeraude, l'autre séjourne aux frais d'amis prévenants dans l'une des villégiatures les plus exclusives de Nouvelle-Angleterre. C'est le spectre de la ploutocratie qui resurgit, sans que la gauche française ne sache véritablement si elle doit et comment donner de la voix.

Cet article n'entend pas être la énième analyse d'une supposée dérive berlusconienne ou du populisme « à l'italienne » qui caractériseraient l'action politique de Nicolas Sarkozy. Le flou sémantique qui caractérise la notion de populisme et le statut d'anti-modèle politique dont Berlusconi jouit depuis longtemps, et dont on pointe plus souvent les aspects scandaleux que l'on ne cherche à en saisir la logique¹, ne sauraient de prime abord participer à autre chose qu'une entreprise de disqualification qui stigmatise par analogies plus qu'elle n'explique. Ainsi, au lendemain de l'élection de Nicolas Sarkozy, l'accusation de « berlusconisation » de la droite française a surgi comme l'ultime recours rhétorique des militants et journalistes de gauche² dénonçant alternativement (et à juste titre) un Président faisant étalage et usage de ses amitiés dans le grand patronat, contrôlant la majorité des médias et ne reculant depuis longtemps devant aucun usage de la propagande.

À cette instrumentalisation en repoussoir de la figure du Cavaliere, s'est récemment ajouté un phénomène inverse et spéculaire. Si dès 1994 (date de son entrée en politique) et pendant toute la période 2001-06 Berlusconi fut considéré par la quasi-totalité des droites

¹ Voir notamment : Philippe Riutort, « Importer Berlusconi. Le déchiffrement de l'expérience politique de Bernard Tapie à la lumière du "populisme" italien », *Politix*, n° 77, 2007.

² Mais aussi dans les accusations publiques portées par l'ancienne magistrate Eva Joly, aujourd'hui conseillère du gouvernement norvégien dans la lutte contre la corruption et la délinquance financière internationale.

européennes comme un anti-modèle politique dont se démarquer, Sarkozy s'est imposé au cours des dernières années comme un modèle de pragmatisme et leadership ; non seulement pour les conservateurs, mais aussi pour nombre de leurs adversaires de gauche³. Ce phénomène, particulièrement marqué en Italie, où les deux camps manifestent depuis un an une volonté de renouveau idéologique et stratégique, se traduit par une profusion de références et de tentatives de captation symbolique à l'égard de l'actuel président français⁴. Au point que Silvio Berlusconi lui-même a revendiqué ce qu'il considère comme sa paternité intellectuelle : « Sarkozy a gagné parce qu'il m'a pris comme modèle. Ses idées sont les miennes » affirmait le 9 mai dernier le leader de Forza Italia.

Il convient donc de s'extraire de cette dialectique paradoxale de références croisées, respectivement positives et négatives, à Sarkozy et Berlusconi, pour souligner d'abord que leur rapprochement est, ici, heuristique mais arbitraire : on aurait tout aussi bien pu explorer les similitudes de l'un d'entre eux avec José María Aznar ou Tony Blair⁵. Quelles que soient les figures politiques choisies, il s'agit d'abord d'analyser leurs modalités singulières d'accès au pouvoir et les contextes nationaux spécifiques dans lesquels elles prennent place. Ainsi, le 25 juin dernier, introduisant une journée d'études franco-italiennes⁶ et souhaitant éviter tout équivoque ou amalgame hâtif, l'historien et politologue Marc Lazar soulignait les points communs et les principales différences entre les deux leaders de droite⁷. L'un comme l'autre ont su optimiser les stratégies de leur camp par un mélange de professionnalisation des appareils, de personnalisation des oppositions politiques, de médiatisation des débats et de « peoplesation » d'eux-mêmes (c'est-à-dire de mise en scène de leur mode de vie comme glamour et désirable). Par ailleurs, à la suite de Silvio Berlusconi, Nicolas Sarkozy a su utiliser la médiatisation de son

³ Y compris dans le champ journalistique-intellectuel : les deux hebdomadaires les plus emblématiques de la gauche réformiste (*L'Espresso*) et radicale (*Left*) ont tous deux publiés en juillet 2007 de longs dossiers célébrant la « modernité » de Nicolas Sarkozy.

⁴ B. Cousin, « L'homme de toutes les droites. Nicolas Sarkozy vu d'Italie », *La Vie des Idées*, n° 19, janvier 2007.

⁵ Pour une comparaison entre les débuts présidentiels de Nicolas Sarkozy et les derniers dirigeants britanniques et américains, voir par exemple : Adam Gopnik, « The Human Bomb. The Sarkozy regime begins. », *The New Yorker*, 27 août 2007.

⁶ « *Analyse comparée des élections françaises et italiennes, 2006-2007* », journée organisée par le Groupe de recherche et d'études pluridisciplinaires sur l'Italie contemporaine (GREPIC) du Centre d'études et de recherches internationales (CERI).

⁷ Voir, de Marc Lazar : *L'Italie à la dérive. Le moment Berlusconi*, Paris, Perrin, mars 2006 ; « Heurs et malheurs de Silvio Berlusconi », *Le Débat*, n° 139, 2006 ; « Quanto Sarkozy serve alla sinistra. Pragmatismo, blocco sociale e egemonia culturale », *La Repubblica*, 24 juillet 2007.

action et de ses propositions pour imposer son agenda politique à ses adversaires et se présenter comme le porteur d'un système de valeurs qui réalise un syncrétisme entre toutes les droites (de la plus extrême jusqu'au centre) et unifie ainsi leurs électors.

Néanmoins, contrairement au chef de Forza Italia qui s'est longtemps présenté comme un « homme neuf » en politique, Sarkozy est un politicien professionnel depuis son plus jeune âge, porté par un parti héritier d'une longue tradition, sous les couleurs duquel il a su réunir – et non simplement coaliser – la quasi-totalité de la droite française. Il n'est évidemment pas un milliardaire, même s'il fut pendant des décennies un élu local de la bourgeoisie, qu'il est proche des milieux d'affaires et qu'il a un rapport décomplexé à l'argent⁸. Enfin, s'il est dur à la contradiction, il a aussi su déstabiliser ses adversaires par des stratégies de captation et d'ouverture apparente à des idées comme à des personnalités de gauche, tandis que Silvio Berlusconi cultive une posture schmittienne de diabolisation qui réactive constamment les clivages entre les deux blocs (qui, il est vrai, sont particulièrement stables en Italie, si bien que l'enjeu électoral tient avant tout pour chaque camp dans la mobilisation de ses électeurs⁹).

Nous nous proposons, sans prétendre à l'exhaustivité, de revenir maintenant sur quelques uns de ces points communs et de ces différences, dans le but d'analyser les processus de légitimation publique des deux leaders et leurs rapports au capital économique.

Blocs électoraux fragmentables et tentation néolibérale

Il y a quatre ans, dans un article par ailleurs précurseur sur bien des points, Umberto Eco soulignait comment la rhétorique attrape-tout de Silvio Berlusconi, qui lui permet d'affirmer et promettre de jour en jour une chose et son contraire sans se soucier d'une cohérence d'ensemble, doit être considérée comme une stratégie réfléchie : celle du vendeur qui enchaîne les arguments les plus divers, et indirectement contradictoires, en sachant que celui qui l'écoute

⁸ Avec une fortune estimée à 11,8 milliards de dollars, Silvio Berlusconi est l'homme le plus riche d'Italie et s'attribue la 51^e place du classement mondial réalisé en 2007 par la revue *Forbes*. Parmi les Français, seuls le devancent Bernard Amault (7^e), Liliane Bettencourt (12^e) et François Pinault (34^e). Sur les relations de Nicolas Sarkozy avec le grand patronat, voir : Jacques Follorou, « Sarkozy et les patrons : une histoire de cœur », *Le Monde*, 31 août 2007. Par ailleurs, si ce n'est pas son cas personnellement, plusieurs membres de sa famille occupent des positions de premier plan dans les milieux d'affaires : son frère aîné Guillaume était jusqu'en 2006 le vice-président du MEDEF et son demi-frère Pierre-Olivier Sarkozy est à la tête de la division Financial Institutions Group de l'UBS de New York, qui s'occupe essentiellement de fusions-acquisitions entre banques.

⁹ À ce propos, voir : « L'Italie après Berlusconi. Entretien avec Ilvo Diamanti et Marc Lazar », *La Vie des Idées*, n° 12, mai 2006.

ne retiendra que ceux qui le concernent directement¹⁰. Cette stratégie a néanmoins un inconvénient à moyen terme : elle suscite des attentes diversifiées et incompatibles, et pousser la démagogie en s'engageant formellement à les satisfaire, à l'instar de Silvio Berlusconi en 2001 – lorsqu'il signa en direct télévisée son « Contrat avec les Italiens » – peut provoquer de sérieux retour de bâtons. Comme la campagne de Nicolas Sarkozy en 2007, le « contrat berlusconien » présentait un volet fiscal de réduction du volume total et de la progressivité des impôts, un volet sécuritaire visant à réduire la criminalité et la promesse de diviser par deux les chiffres du chômage en cinq ans ; ainsi qu'une promesse de revalorisation des retraites les plus modestes et un programme de grands travaux. L'impossibilité de mener ces réformes à moyens constants empêcha chacun de ces points d'être réalisés¹¹, ce qui fut pour beaucoup dans la perte de crédibilité de Berlusconi auprès de l'électorat flottant et dans la défaite qu'il essuya en 2006.

Nicolas Sarkozy est loin d'être aussi catégorique dans ses promesses et ses objectifs, mais il s'appuie – comme Berlusconi – sur un électorat composite où sont surreprésentés les entrepreneurs et professions indépendantes (ce qui n'est pas étonnant, vu que l'origine du revenu reste la variable la plus corrélée avec le choix droite/gauche des électeurs), ainsi que les cadres et professions intermédiaires du privé, mais où l'on trouve aussi la moitié des employés et ouvriers. Autant de catégories dont on peut supposer qu'elles s'attacheront à des promesses distinctes du nouveau président. La question étant dès lors de savoir lesquelles, parmi ces dernières, Nicolas Sarkozy décidera de tenir et si, comme le prévoit l'économiste Thomas Piketty, ce sera finalement la filiation libérale-balladuro-orléaniste qui, au nom du pragmatisme et de la dérégulation, finira par prévaloir. Tandis que l'activisme présidentiel proclamé, comme ce fut le cas avec Sarkozy ministre de l'Intérieur et de l'Économie, serait ramené à une stratégie de monopolisation de l'espace médiatique par des effets d'annonce successifs¹², plus qu'à une véritable entreprise de réforme.

L'hypothèse de Piketty, telle qu'il l'a rappelée dans de nombreuses tribunes et interviews, est en effet que Sarkozy aurait anticipé l'impossibilité de réaliser son programme, choisi d'en réaliser prioritairement la partie favorable aux catégories les plus fortunées (i.e. les allègements fiscaux) et se préparerait en parallèle – dans la plus pure tradition thatchérienne et reaganienne

¹⁰ Umberto Eco, « Technique del venditore di successo », *La Repubblica*, 29 septembre 2003.

¹¹ La réalisation de la revalorisation des retraites est le seul point qui fait débat entre les spécialistes ; voir notamment le débat entre Tito Boeri et Luca Ricolfi, et plus généralement : Luca Ricolfi, *Tempo scaduto. Il "Contratto con gli italiani" alla prova dei fatti*, Bologne, Il Mulino, 2006.

¹² À ce propos, voir : Alastair Campbell, *The Blair Years*, Londres, Hutchinson, 2007 ; Giancarlo Bosetti, *Spin. Trucchi e tele-imbrogli della politica*, Venise, Marsilio, 2007.

– à laisser filer volontairement les dettes publiques de façon à pouvoir, par la suite, forcer le démantèlement de services présentés comme trop coûteux. Il s'agirait là d'une ligne d'action caractéristique des politiques néolibérales des trente dernières années, dont les principaux succès résident précisément dans l'utilisation des crises fiscales et de la puissance publique pour réduire les ressources réelles (*incomes* et *commons*) et les formes de solidarité des classes moyennes et populaires, affaiblissant ainsi leurs capacités de mobilisation contre une redistribution inversée au profit des classes dominantes, sous couvert de contraintes « naturelles » issues de la financiarisation de l'économie¹³. Avec le risque d'aboutir à une situation, pour le coup très italienne, où ayant notamment supprimé l'impôt sur les successions – comme seul Berlusconi l'a fait au sein de l'OCDE – on érige de fait la lignée en personne et fait primer la réciprocité au sein des familles (inégalement dotées) sur une redistribution étatique (progressivement atrophiée). Mais, un tel scénario est-il vraisemblable en France ?

Rapport public aux puissances d'argent : processus de légitimation et conflits d'intérêts

Dans l'Italie du milieu des années 1990, quand le pays sortait à peine des scandales de corruption qui avaient fait s'écrouler la « Prima Repubblica »¹⁴, Silvio Berlusconi présentait sa fortune comme la preuve de son talent gestionnaire et de sa capacité à produire de la richesse, ainsi qu'en garantie de sa probité morale (quand on est déjà l'homme le plus riche du pays, disait-il en substance, on entre pas en politique pour satisfaire sa cupidité). Cette interprétation a évidemment été fort contestée par la suite : Berlusconi, qui disposait d'un parti d'élus disciplinés, a trop souvent monopolisé ou détourné l'appareil d'État et les institutions pour défendre ses intérêts personnels (notamment face aux enquêtes judiciaires) et ceux de ses entreprises.

Néanmoins, malgré sa fortune, les intérêts de Silvio Berlusconi ne se confondent pas avec ceux des grandes familles de patrons-propriétaires qui dominent avec lui l'économie italienne. Il est trop souvent leur concurrent pour être leur représentant. Au contraire, l'image publique qu'il cherche à donner de lui-même est celle d'un self-made man au succès retentissant, riche

¹³ David Harvey, *A Brief History of Neoliberalism*, Oxford University Press, 2005.

¹⁴ Période allant approximativement de l'abolition de la monarchie (en 1946) aux élections législatives de 1994, qui marquèrent la fin de la Démocratie Chrétienne et du système partitocratique qui avaient dominé la vie politique italienne pendant près d'un demi-siècle. L'expression, d'usage courant, ne renvoie pas à un changement de Constitution, la République Italienne n'en ayant jamais eu qu'une seule, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1948.

mais avec une personnalité chaleureuse, portée sur l'anecdote, la chansonnette et la blague grivoise : un « homme de tous les jours » qui se veut proche de l'humeur et des goûts de la majorité des Italiens, partagerait le même bon sens commun et serait donc en mesure d'en comprendre les problèmes et les attentes¹⁵, contrairement aux partis et aux intellectuels¹⁶. Sur ce point, Berlusconi ressemble d'ailleurs plus à George W. Bush qu'aux milliardaires entrés tardivement sur la scène politique étasunienne, comme Michael Bloomberg ou Ross Perot, à qui il a parfois été comparé. Mais surtout, ce style populiste contribue à lui attribuer des vertus domestiques de bon gouvernant que la critique ne parvient pas à entacher lorsqu'elle dénonce, sur un registre civique, les conflits d'intérêts dans lesquels il est impliqué¹⁷ ou le clientélisme de classe de sa politique.

Aujourd'hui, au moment même où la gauche américaine met en cause le séparatisme fiscal des élites économiques et financières du pays en envisageant dans le détail les mécanismes d'une redistribution qui neutraliserait les dispositifs légaux et les subterfuges par lesquels les plus riches échappent à l'impôt, au moment du regain d'attention envers les liens institutionnels et informels qui peuvent rendre une politique gouvernementale captive d'intérêts particuliers¹⁸, les amitiés de Nicolas Sarkozy et les cadeaux qui les entretiennent – comme avant elles la fortune et les ennuis judiciaires de Silvio Berlusconi – posent la question de l'intégrité du Président et de son dévouement au bien commun. Surtout lorsque sa désormais proverbiale détermination à réprimer la délinquance de rue s'accompagne de l'intention déclarée de dépénaliser le droit des

¹⁵ Mauro Barisione, *L'immagine del leader. Quanto conta per gli elettori?*, Bologne, Il Mulino, 2006.

¹⁶ Roberto Biorcio, « Italian populism: from protest to governing party », papier présenté à la conférence de l'European Consortium for Political Research, Marbourg, 18-21 septembre 2003.

¹⁷ Silvio Berlusconi n'est pas seulement la première fortune, mais plus spécifiquement le propriétaire du premier groupe audiovisuel (Mediaset) et du deuxième groupe de presse du pays (Mondadori). Par ailleurs, parmi tant d'autres conflits *ad personam*, rappelons un des exemples les plus flagrants : Gaetano Pecorella, avocat personnel de Berlusconi, qu'il a défendu dans plusieurs procès au cours des dernières années, est également député de Forza Italia et le principal responsable des politiques juridiques au sein du parti ; il présida la Commission Justice de la Chambre durant la XIV^e législature (2001-2006) et fut le rapporteur de plusieurs lois providentielles pour la résolution des ennuis judiciaires de Berlusconi et favorables à ses intérêts économiques ; par ailleurs, durant la même période, il assumait la défense de plusieurs inculpés dans des procès pour association de malfaiteurs de type mafieuse.

¹⁸ « The Populist Moment? », *The Nation*, 13-20 août 2007. Robin Blackburn, « How to Tax the Rich. And Live Happily Ever After », *Dissent*, été 2007. David Cay Johnston, *Perfectly Legal*, Portfolio, 2003 (voir aussi les enquêtes de l'auteur publiées dans *The New York Times*, qui lui ont valu un Prix Pulitzer et deux nominations au cours des sept dernières années).

affaires¹⁹. Savoir aborder ces sujets, sans démagogie mais en alliant une expertise pointue à des prises de positions éthiques explicites, est un défi que les gauches françaises ne semblent pas encore prêtes à relever. À l'Assemblée nationale, seul les députés René Dosière (apparenté socialiste) et Arnaud Montebourg (PS) s'y sont pour l'instant essayés : l'un en spécialiste des finances publiques habitué à l'investigation²⁰, l'autre en adversaire de longue date de la délinquance en col blanc. Mais sur ces questions, comme dans ses réflexions sur la possibilité d'un impôt citoyen pour les Français expatriés dans les paradis fiscaux ou ses tentatives de définir l'aisance économique (où l'on vit François Hollande quasiment s'excuser d'avoir mi la barre à un revenu individuel de 4000 euros net par mois²¹), le Parti Socialiste se montre extrêmement timoré. Sans que l'on comprenne d'ailleurs si c'est par peur de s'aliéner une partie de l'électorat ou dans l'espoir que les goûts somptuaires de la droite finissent par la déconsidérer.

Pourtant, la croisière maltaise de Nicolas Sarkozy à bord du yacht de Vincent Bolloré ou son séjour tous frais payés à Wolfeboro (New Hampshire) sont loin d'être des fautes de goût ou de communication qui auraient diminué la popularité du nouveau président. À l'instar de la figure publique de Berlusconi, voire même de ses « impairs » délibérés ou assumés – déclarations caricaturales, blagues déplacées lors des rencontres internationales et look bandana lors de la visite de Tony Blair dans sa villa sarde de Porto Rotondo – la mise en scène de Nicolas Sarkozy en membre de la jet set, en parvenu qui vit dans l'opulence mais affiche des goûts culturels simples (d'autres diront vulgaires) et de saines colères, participe d'une idéologie individualiste de la compétition et de la confiance en soi, inspirée à l'origine par les sermons de Ralph Waldo Emerson et progressivement galvaudée en une apologie sommaire du *winner* et de l'enrichissement. Or, comme l'a analysé le philosophe Bruce Bégout²², dans ce rêve de réussite et de bonheur matériel que ces nouvelles droites promettent à l'électorat des classes moyennes et populaires, c'est avant tout le rêve lui-même et le « droit de rêver » qui comptent. Il suscite un consensus non seulement instrumental mais également expressif. Ceux qui critiquent la position et l'ostentation des gagnants/dominants s'exposent dès lors à se voir

¹⁹ Déclaration de Nicolas Sarkozy à l'université d'été du MEDEF, 30 août 2007 ; réitérée le 6 septembre lors d'une visite au tribunal de commerce de Paris. En 2002 (juste après l'affaire Enron !), le gouvernement Berlusconi avait aussi essayé de dépénaliser la falsification de bilan.

²⁰ Voir notamment : René Dosière, *L'argent caché de l'Élysée. Du Général De Gaulle à Jacques Chirac*, Paris, Seuil, 2007.

²¹ En 2004, seuls 10% des salariés du secteur privé gagnaient plus de 2959 euros net par mois (Insee).

²² Bruce Bégout, *Zéropolis*, Paris, Allia, 2002.

accuser de pessimisme, de jalousie ou, pire, de désespérer et d'humilier les humbles en attaquant ceux par lesquels ils vivent leurs rêves par procuration. La mise en scène *people* est, en ce sens, redoutable sur le plan rhétorique ; car lorsqu'elle suscite une adhésion initiale elle est ensuite difficilement dénonçable.

Notons, au passage, que si le recours à cette forme de construction charismatique paraissait presque obligé pour Berlusconi, au regard de sa carrière de magnat des médias, c'est de façon plus stratégique et délibérée que Sarkozy paraît en avoir joué pour modifier son image publique. En 1996, il apparaissait comme un technocrate distant et élitiste qui venait de trahir Jacques Chirac, et dont l'indice de popularité était d'à peine 19%²³. Mais à partir des années 2000, en vue des présidentielles, il travaille sa communication pour s'affirmer en figure rassurante²⁴ et protectrice dans les moments de crise (mais culturellement proche de son électeur moyen). En jouant sur un mélange de sensationnalisme et personnalisation qui s'applique autant à ses activités publiques qu'à sa vie privée – comme lorsqu'il affirma dans *Paris-Match* se donner cent jours pour reconquérir sa femme – il s'est ainsi bâti l'image performative du candidat qui aura la détermination d'agir si l'issue du vote lui en donne les moyens. Berlusconi, pour convaincre les électeurs, leur disait « voyez ce que j'ai déjà fait », Sarkozy « voyez qui je suis et pensez à ce que je pourrais faire ».

L'hégémonie culturelle

Aux origines des politiques néolibérales, Margaret Thatcher avait été claire : « L'économie fournit la méthode, mais le but est de changer le cœur et l'âme »²⁵. Berlusconi, lorsqu'il créa Forza Italia (son parti) puis la Casa delle Libertà (la coalition de droite)²⁶, s'était fixé un objectif semblable. Il savait que depuis les procès en corruption qui avaient balayé la Démocratie Chrétienne et ses alliés en 1992-93, les élites catholiques et communistes n'exerçaient plus en Italie leur hégémonie de jadis : ce n'était pas seulement la crédibilité du système politique de la « Prima Repubblica » qui était entré en crise, mais également la capacité des anciens partis de

²³ Données TNS Sofres, réponses positives à la question : « Voulez-vous me dire si vous souhaitez lui voir jouer un rôle important au cours des mois et des années à venir ? ».

²⁴ Sur les fonctions de réassurance symbolique des leaders politiques, voir : Murray Edelman, *The Symbolic Uses of Politics*, Urbana, University of Illinois Press, 1964.

²⁵ Interview publiée dans *The Sunday Times*, Londres, 3 mai 1981.

²⁶ Sur la création est l'histoire de ces deux organisations politiques, voir respectivement : Emanuela Poli, *Forza Italia. Strutture, leadership e radicamento territoriale*, Bologne, Il Mulino, 2001 ; Ilvo Diamanti et Elisa Lello, « The Casa delle Libertà: A House of Cards? », *Modern Italy*, vol. 10, n° 1, 2005.

masse à mobiliser leurs bases et à se doter de relais dans la société civile²⁷. Par ailleurs, si les partis de masse s'étaient constitués en Italie autour du clivage État/Église et du clivage de classe, le bipartisme y avait toujours été « imparfait » du fait de l'impossibilité pour le PCI d'accéder au gouvernement (tandis que la DC y resta sans interruption pendant quarante-sept ans).

Ainsi, lorsqu'il fit irruption dans le champ politique italien, Berlusconi chercha à se présenter comme une alternative à la classe politique passée tout en maintenant vive la peur à l'égard d'une arrivée au pouvoir des héritiers du PCI. Il fédéra la droite italienne contre l'épouvantail du communisme et autour de sa figure d'homme providentiel, en même temps qu'il utilisait pleinement l'impact socialisateur de son groupe de médias (et instrumentalisait la télévision d'État lorsqu'il était au pouvoir) afin de populariser et « naturaliser » les préceptes du néolibéralisme : la valeur des inégalités qui favorisent la compétition et l'innovation, l'intangibilité de la liberté individuelle au sein du marché, la privatisation, la réduction et la subsidiarité de l'État-providence.

L'objectif était de transformer cette vulgate néolibérale en sens commun, partagé par le plus grand nombre, tout en évacuant progressivement des médias à grande diffusion les réflexions relevant de la critique et de la justice sociales, c'est-à-dire attentives à la réduction des inégalités, des égoïsmes, de la misère et de l'exploitation. Comme personne en Italie, Berlusconi a su retourner contre elles les instances de la critique artiste des années 1970 qui prônait la libération personnelle, l'authenticité, l'autonomie individuelle et la singularité face à un État accusé d'être envahissant²⁸. Mais si l'insistance de Forza Italia et de ses intellectuels organiques sur la liberté individuelle est surtout un plaidoyer pour le libre choix des consommateurs et contre les interventions et régulations étatiques, elle ne se combine pas – comme dans d'autres pays – avec une défense de la libération des mœurs et des styles de vie. L'influence dans ces domaines de la Conférence épiscopale italienne et la récupération par Forza Italia d'une grande partie des électeurs de l'ancienne Démocratie Chrétienne ont poussé Berlusconi à tenter d'asseoir son hégémonie culturelle sur un compromis néo-conservateur – assez semblable à celui de George W. Bush – combinant néolibéralisme économique et moralisme réactionnaire.

Par ailleurs, cette tentative d'hégémonie ne peut être analysée qu'en tenant compte de la région à partir de laquelle elle s'opère et où le berlusconisme a ses racines territoriales : la Lombardie, dont le leader de Forza Italia associe systématiquement l'image de dynamisme²⁹ à la

²⁷ Roberto Biorcio, *Sociologia politica*, Bologne, Il Mulino, 2003.

²⁸ Luc Boltanski et Ève Chiapello, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999.

²⁹ Parmi les berceaux de l'industrialisation du pays, la Lombardie compte aujourd'hui 9,5 millions d'habitants (16% de la population nationale), environ 25% des immigrés déclarés et connaît un taux de chômage (majoritairement

sienne. À partir du Second Après-guerre, la Lombardie s'était caractérisée par la prédominance de la puissante élite patronale locale, des logiques économiques et de l'initiative privée sur une gouvernance politique reléguée à un rôle d'appoint (et généralement déléguée à d'autres par les grandes familles de la bourgeoisie)³⁰. Mais quand le système politique s'effondra, en 1992-93, les élites économiques se rapprochèrent d'une classe renouvelée d'élus régionaux, qui sont depuis – comme ailleurs – les porteurs de leur conception gestionnaire et managériale de la politique (avant même que de leurs intérêts).

La diffusion de celle-ci dans la société lombarde, et notamment dans ses districts industriels de PME et petites villes, doit aussi beaucoup à une médiation culturelle spécifique : l'action de Roberto Formigoni, président de la Région issu des rangs de *Comunione e Liberazione*, mouvement catholique né pour contester les évolutions sociétales de 1968 et aujourd'hui à l'origine de la plus vaste association patronale régionale de petites et moyennes entreprises (la *Compagnia delle Opere*), ainsi que d'un vaste réseau de centres culturels, de sièges locaux et d'écoles. Les travaux les plus récents sur la droite lombarde³¹ montrent ainsi que ce relais associatif a joué un rôle important dans la consolidation du compromis néo-conservateur, dont l'assemblage entre les dimensions néolibérale et moralistes ne vont pas de soi. En termes de comparaison avec la France de Nicolas Sarkozy, il s'agit donc de souligner que, si une ultérieure rationalisation managériale de l'État³² et sa mise eu service des milieux d'affaires sont somme toute attendues, l'organisation de relais assembleurs de l'idéologie néo-conservatrice risque de passer plus inaperçue, alors même qu'elle sera un instrument-clé dans la tentative d'hégémonie culturelle réactionnaire que la droite française a – à son tour – déjà entamé (par exemple en attaquant frontalement l'héritage de Mai 68). En plus d'analyser le fonctionnement des réseaux d'amitié ou d'influence liant de manière privilégiée le nouveau président à des groupes privés (qui dominent notamment des secteurs aussi sensibles politiquement que les médias ou l'industrie de l'armement), il faudrait aussi s'interroger sur ce

frictionnel) de 4,1%. Dans les vingt dernières années, elle a produit trois des principaux leaders de la droite italienne : Umberto Bossi (secrétaire fédéral de la Ligue du Nord), Silvio Berlusconi et Roberto Formigoni (président de la Région Lombardie depuis 1995).

³⁰ Giulio Sapelli, « Dal "miracolo economico" alla "neindustria" : grandi famiglie e nuova borghesia », dans *Storia di Milano [Il Novecento]*, vol. XVIII, t. 2, Rome, Treccani, 1996 ; Roberto Biorcio, « La società civile e la politica », in D. Bigazzi et M. Meriggi (dir.), *Storia d'Italia. Le regioni dall'Unità a oggi. La Lombardia*, Turin, Einaudi, 2001.

³¹ Roberto Biorcio, communication au séminaire « Milano, in fondo a destra », 7 juillet 2007.

³² À ce propos, voir : Pierre Lascombes et Patrick Le Galès, « De l'innovation instrumentale à la recomposition de l'État », dans *Gouverner par les instruments*, Paris, Presses de Sciences Po, 2005.

qui fait l'efficacité des soutiens de base dont bénéficie le gouvernement actuel dans la société civile.

Quant à Berlusconi, à l'échelle nationale et malgré les énormes moyens à sa disposition, il n'a jamais véritablement réussi à étendre sa popularité à une partie de l'électorat de gauche : toutes les recherches ont montré que la limite la plus significative de sa démarche avait été d'en faire une figure polarisante. Bien qu'il soit considéré par une majorité transversale des électeurs comme un leader fort, énergique, ayant la capacité à porter des revendications et remporter la compétition politique, il scinde les consensus en deux blocs distincts, ne laissant personne indifférent et contraignant chacun à prendre position pour ou contre lui³³ : même les électeurs les plus indécis politiquement ont pour la plupart un avis arrêté le concernant. Avec notamment une caractéristique de sa personne, liée à la question de ses implications judiciaires, des conflits d'intérêts et des promesses non tenues, qui se détache nettement comme la plus controversée : son honnêteté³⁴.

Néanmoins, si en Italie une « contre-culture politique » de gauche et une critique – sociale, associative, syndicale, politique, journalistique, intellectuelle³⁵, artistique... – du berlusconisme en actes et de ses valeurs ont continuellement alimenté l'opposition durant les années 2001-2006, il paraît difficile aujourd'hui d'anticiper comment cette expérience de résistance ayant débouché sur une (très faible) victoire électorale pourrait être transposée en France. Alors que Nicolas Sarkozy fit de la bataille pour l'hégémonie culturelle sa priorité électorale, allant jusqu'à déclarer « j'ai fait mienne l'analyse de Gramsci »³⁶, la gauche française semble aujourd'hui complètement en déroute. Elle est plus fragmentée et atone que jamais, partiellement vampirisée par la stratégie « d'ouverture » du nouveau président ; ses partis n'ont

³³ Ce qui eut d'ailleurs un rôle primordial dans l'évolution du système de partis italien vers une structure bipolaire.

³⁴ Voir : Mauro Barisione, « L'orientamento al leader : forme, effetti, dinamiche », in Marco Maraffi (sous la direction de), *Gli italiani e la politica*, Bologne, Il Mulino, 2007. Notons par ailleurs que si Berlusconi a pu entretenir un rapport pour le moins ambigu à la légalité – en invitant par exemple les Italiens à cumuler un emploi au noir avec leur emploi officiel, en multipliant les amnisties à l'égard de la fraude fiscale et les régularisations de constructions immobilières non autorisées, et en allant jusqu'à affirmer qu'à partir d'un certain taux d'imposition la fraude est légitime – c'est parce qu'une grande partie de son électorat partage ces opinions et la déconsidération envers l'État, son rôle régulateur et ses fonctions de redistribution.

³⁵ Dans le domaine de la presse, il est remarquable que les principaux titres ayant conduit l'opposition à Berlusconi – le quotidien *La Repubblica*, l'hebdomadaire *L'Espresso* et la revue d'idées *MicroMega* – sont tous contrôlés par le tandem progressiste formé par Carlo Caracciolo et Carlo De Benedetti, éditeurs et hommes d'affaires très proches de la famille Agnelli. Le prince Carlo Caracciolo di Castagneto est depuis janvier 2007 le second actionnaire de *Libération* après Édouard de Rothschild.

³⁶ *Le Figaro*, 17 avril 2007.

plus ni leaders ni lignes politiques et ont une base militante qui ne représente presque rien d'autre qu'elle-même ; ils ignorent la plupart des apports des sciences sociales qui pourraient les aider à (se) réformer et semblent avoir abandonné toute véritable critique des inégalités ; alors même que, au jour le jour, l'UMP les surclasse tactiquement en termes d'effets de *spin* et stratégiquement dans le contrôle des médias.

Bruno Cousin est doctorant à l'Observatoire sociologique du changement (Sciences Po/CNRS) et ATER au Département de science politique de l'Université de Paris 8.

Tommaso Vitale est chargé de recherche à l'Université de Milan-Bicocca (Italie), membre du Laboratoire de sociologie de l'action publique.